INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS

**Journée du 21 janvier 2022**

* Les marchés actions européens ont fini en nette baisse, affaiblis par la perspective du resserrement de la politique monétaire de la Fed. Cette décision est d'autant plus crainte que l'économie américaine donne des signes d’essoufflement. L'indice CAC 40 a clôturé en repli de 1,75% à 7 068,59 points, portant ses pertes à 1% depuis lundi. L'EuroStoxx50 a perdu 1,79% à 4 222,44 points. La tendance baissière était plus prononcée sur les marchés américains, avec un Dow Jones en repli de plus de 3,3% depuis lundi.
* Les marchés anticipent désormais 4 hausses de taux de la Fed en 2022, dont une dès mars. La Banque centrale américaine pourrait ainsi signaler, dès mercredi prochain, une accélération de la normalisation de sa politique monétaire.
* Or, les dernières statistiques américaines n'ont cessé de décevoir. 286 000 inscriptions au chômage ont été enregistrées lors de la semaine du 15 janvier, bien supérieur au consensus Reuters de 220 000 et au niveau de la semaine précédente : 231 000.
* En dépit de ces anticipations, les rendements retombent, les obligations d'Etat retrouvant leur rôle de valeur refuge. Celui du 10 ans américain perd ainsi près de 5 points de base à 1,76% après avoir frôlé 1,90% mercredi. Le rendement de son équivalent allemand termine la semaine de retour en territoire négatif d'où il était sorti brièvement mercredi. Ce recul des taux longs entraine un net repli des valeurs financières.
* Dans ce contexte, l'annonce par Netflix - premier grand nom du secteur technologique à présenter ses comptes trimestriels - d'un nombre d'abonnés et de perspectives décevants a contribué au marasme ambiant. L'action du roi du streaming dévisse de plus de 20% au moment de la clôture en Europe.
* La semaine dernière, le dollar canadien a gagné 0,8% à 0,703 euro, soutenu par la perspective d'une hausse du principal taux directeur, actuellement à 0,25%, de la Banque du Canada. Ce tour de vis monétaire pourrait être décidé lors de la réunion du 26 janvier. Comme les autres grandes banques centrales, la Banque du Canada est confrontée à une accélération de l'inflation. Les prix à la consommation ont grimpé en décembre de 4,8%, soit leur plus haut niveau depuis 1991, et bien loin de l’objectif de long terme fixé entre 1% et 3%.
* Le cours du jus d'orange a atteint 1,55 dollar la livre hier, un niveau inconnu depuis septembre 2018. Le ministère américain de l'agriculture a révisé à la baisse sa prévision de production pour la Floride pour 2022 à 44,5 millions de caisses de 90 livres d'oranges. Il s'agirait du niveau le plus faible depuis la Seconde Guerre mondiale pour le deuxième plus grand producteur au monde. Sa récolte est pénalisée par une maladie touchant les agrumes, appelée la " maladie du dragon jaune ", qui se traduit par des oranges plus petites et moins de fruits par arbre.
* Au troisième trimestre 2021, le ratio du déficit public par rapport au PIB, corrigé des variations saisonnières, s'est établi à 4% dans la zone euro et à 3,7% dans l'UE, a révélé vendredi Eurostat. Des baisses significatives des déficits par rapport au deuxième trimestre 2021 ont été observées, mais les déficits se sont maintenus à un niveau élevé par rapport à la période pré-pandémique. Le ratio du déficit au PIB a diminué en raison de l'augmentation des recettes totales, de la diminution des dépenses totales ainsi que d'un PIB plus élevé par rapport au deuxième trimestre de 2021.

Les recettes et dépenses totales ont continué à être influencées par les politiques publiques en réponse à la pandémie de Covid-19. Au troisième trimestre2021, la plupart des États membres ont enregistré un déficit public.

* Aux Etats-Unis, l'indice des indicateurs avancés a progressé en décembre de 0,8%. Les économistes tablaient également sur une hausse de 0,8% après +0,7% en novembre (chiffre révisé de +1,1%).CC

**SOCIETES**

* Sur la semaine, le secteur du luxe s'est distingué grâce aux bons résultats de Richemont et de Burberry. Hermès et LVMH ont progressé de plus de 3% sur la semaine.
* Outre les financières - repli de plus de 6% pour BNP Paribas depuis lundi - les valeurs technologiques ont continué d'être délaissées. STMicroelectronics a ainsi perdu plus de 5%.
* Stellantis figure parmi les plus fortes baisses du CAC 40, avec un repli de 2,86 % à 18,24 euros l’action, alors que Dongfeng Motor s’est de nouveau allégé. Le groupe chinois a cédé 40 millions d'actions du constructeur franco-italo-américain, soit 1,28 % du capital, pour 732 millions d'euros. L’opération a été réalisée au prix de 18,30 euros par action, laissant apparaître une décote de 2,6% par rapport au cours de clôture de jeudi de Stellantis (18,784 euros).

En septembre 2021, Dongfeng Motor avait déjà cédé 36,1 millions d'actions de Stellantis, soit 1,15 % du capital, pour environ 600 millions d'euros. L'opération avait été réalisée au prix de 16,65 euros par action, laissant apparaître une décote de 2,63%. A l'issue de la transaction, Dongfeng pointait à 4,5 % de Stellantis.

Cette cession était prévue dans le cadre de l'accord de fusion conclu entre le constructeur français PSA et l'italo-américain FCA.

L'objectif était de faciliter l'obtention du feu vert des autorités antitrust américaines. La présence trop visible d'un investisseur chinois aurait pu gêner dans un contexte où les tensions commerciales étaient régulièrement ravivées entre les Etats-Unis et la Chine.

Rappelons également qu'en septembre 2020 , PSA avait racheté 10 millions de ses propres actions auprès de Dongfeng Motor, soit environ 1,10% de son capital social, afin de les annuler.

* Boiron bondit de 10% à 40 euros après la publication d'un chiffre d'affaires du quatrième trimestre encourageant et la prise de contrôle d'une société de cosmétique prometteuse. Sur les trois derniers mois de l'exercice, le leader mondial de l’homéopathie a réalisé un chiffre d'affaires de 147,52 millions d'euros, en hausse de 2,9%. Sur un an, le groupe est parvenu à limiter son repli du chiffre d'affaires à 11,4%. Il a été pénalisé par le déremboursement de l'homéopathie intervenu le 1er janvier 2021 en France, et à l'absence de pathologies hivernales sur le premier trimestre.

Avec la crise sanitaire, les mesures barrières et les restrictions ont permis aux gens de moins tomber malade et donc d'avoir moins besoin de remèdes homéopathiques.

Pour autant, et c'est l'une des raisons de la hausse du titre, le résultat opérationnel annuel est attendu hausse grâce à la croissance du quatrième trimestre. Pour rappel, en 2020, celui-ci s'élevait à 38,2 millions d'euros.

La baisse d'activité en 2021 a été contenue grâce aux ventes de nouveaux produits qui s'élèvent à environ 50 millions d'euros, dont une partie significative provient des ventes de tests Covid, principalement en France et en Belgique.

* Vetoquinol cède 4,1% à 131,4 euros malgré la publication d'un chiffre d'affaires 2021 très solide et de perspectives encourageantes. Le titre du laboratoire vétérinaire subit le regain d'aversion pour le risque qui frappe les marchés. Vendredi matin, les analystes ont pourtant bien accueilli les chiffres d'activité du groupe familial.

Le broker Stifel retient deux éléments principaux de cette publication. Premièrement, le groupe a surperformé dans toutes les régions du monde, ce qui illustre la bonne exécution des équipes de la société. Deuxièmement, les "produits essentiels" ont bondi de 34% sur un an, ce qui démontre la capacité du management à développer les franchises clefs.

Les produits dits Essentiels sont des médicaments vétérinaires et des produits non médicamenteux leaders ou avec le potentiel pour le devenir et qui répondent à des besoins quotidiens des vétérinaires dans le segment des animaux de rente ou dans le segment des animaux de compagnie. Ces produits ont une vocation à être commercialisés mondialement et leur effet de taille améliore leur performance économique.

Les ventes à destination des animaux de compagnie (64% du chiffre d'affaires) progressent de 30,4% à change constant reflétant l'apport des produits Drontal & Profender.

Les ventes à destination des animaux de rente sont en croissance de 10% à change constant.

* La Compagnie des Alpes parvient à résister à la déprime ambiante des marchés actions, en s’adjugeant 0,42 % à 14,36 euros. Les investisseurs apprécient le net rebond de l’activité lors du premier trimestre 2021-2022. Elle a même atteint un niveau historique pour la période.

Entre octobre et décembre 2021, le chiffre d'affaires consolidé de la Compagnie des Alpes s'élève à 166,7 millions d'euros. Retraité de la sortie des 2 Alpes, il connaît une progression de 36,6% par rapport au 1er trimestre de l'exercice de 2018-2019, soit le dernier exercice complet avant la crise sanitaire.

Cette performance a été réalisée grâce à la très bonne dynamique des parcs de loisirs (parc Astérix, Futuroscope, musée Grévin...), dont le chiffre d'affaires a atteint 99,4 millions d'euros, en hausse de 43,4 % par rapport au premier trimestre de l'exercice 2018-2019. La Compagnie des Alpes souligne que cette performance reflète le succès des moyens déployés pour développer les périodes d'Halloween et de Noël.

* Netflix plonge de près de 25% vendredi au Nasdaq, à 382,88 dollars l'action, pénalisé par les chiffres de ses abonnements ainsi que par ses perspectives pour le premier trimestre 2022. Les investisseurs ont été particulièrement déçus par le fait que la plateforme de streaming n'atteigne que 2,5 millions de nouveaux abonnés lors du trimestre en cours, alors qu'ils en espéraient 5,7 millions. Une mauvaise nouvelle supplémentaire après un nombre de 8,3 millions au quatrième trimestre 2021, contre 8,5 millions attendus.

Au total, au 31 décembre 2021, Netflix comptabilise 221,84 millions d'abonnés.

**ANALYSES**

* Le temps de l'inflation est-il revenu ? C'est la question économique de l'année 2022. Les prix ont augmenté de 2,8% en France depuis un an, plus forte poussée depuis septembre 2008 (mois de la faillite de la banque Lehman Brothers). La hausse atteint même 5,3 % en Allemagne et 7 % aux Etats-Unis. Elle érode le pouvoir d’achat et menace la consommation, premier moteur de l'activité économique.

Mais l'inflation n'est pas un chiffre. C'est un mécanisme de hausse des prix, avec deux caractéristiques : il touche de nombreux produits et services, et il est autoentretenu (les prix poussent les salaires qui font monter les prix).

Ce mécanisme, qui avait disparu des pays avancés depuis trois décennies, s'est-il à nouveau enclenché ? Pour répondre à cette question, nous avons la chance d'avoir toute une série d'indicateurs, car l'inflation était un problème majeur quand les Etats ont développé leurs appareils statistiques après la Seconde Guerre mondiale.

Commençons par le premier d'entre eux : l'indice des prix à la consommation, calculé à partir de 265 familles de produits et services. C'est lui qui est monté de 2,8 % en un an. Mais pour l'instant, l'accélération ne vient pratiquement que de l'énergie et ce qui tourne autour. Pour les autres postes de l'indice, la hausse reste très limitée, à quelques exceptions près (hôtels +9 %, menuisiers +8,6 %, coutellerie +6 %, pommes de terre +5,8 %…).

Et le renchérissement de l'énergie est d'abord un rebond après la chute provoquée en 2020 par l'effondrement de la demande (pendant les confinements, nous avons cessé de faire le plein). Cela ne veut pas dire que le prix du pétrole ou du gaz ne va pas continuer à monter, pour des raisons géopolitiques (jeu de la Russie) ou économiques (sous-investissement des années passées). Il paraît cependant très peu probable qu'il triple au cours des vingt et un prochains mois, comme il l'a fait au cours des vingt et un derniers.

Cela ne veut pas plus dire que ce mouvement est négligeable. Il pèse sur les foyers peu aisés, d'où des mesures pour amortir le choc (chèque inflation de 100 euros, quasi-blocage des prix de l'électricité).

Début janvier, le litre de gazole a atteint 1,62 euro, battant son record d'octobre 2018 - un mois avant le mouvement des « gilets jaunes ». Mais la flambée des coûts de l'énergie n'a pas entraîné jusqu'à présent d'emballement généralisé des prix.

La suite risque d'être plus compliquée. Dans l'agriculture, les hausses de prix sont massives, et pas seulement à cause des mauvaises récoltes de céréales. Il faut du gazole pour les tracteurs et les moissonneuses-batteuses. Comme le rappelle Denis Ferrand, le directeur général de Rexecode, il faut aussi beaucoup de gaz pour fabriquer les engrais. En un an, le prix de l'énergie utilisé dans l'agriculture a bondi de 40 %, celui de engrais de 80%.

Dans l'industrie, ce qui rentre dans les usines coûte aussi de plus en plus cher. Les tarifs des matières premières industrielles importées ont augmenté d'un quart en un an, ceux des produits pétroliers ont doublé. La pénurie de puces et d'autres composants a fait bondir les coûts.

Résultat : les prix sortie usine ont grimpé de 16% en un an. Les industriels n'avaient jamais été aussi nombreux à anticiper des hausses de leurs prix de vente depuis la grande inflation des années 1970-1980.

Chez les grossistes, il faut remonter à 1984 pour retrouver pareille tendance haussière, une époque où les prix à la consommation étaient sur une pente proche de 7 %. Les détaillants sont aussi très alarmistes, sur fond de négociations compliquées avec leurs fournisseurs.

Tout ceci ressemble au parfait scénario de l'inflation. Mais ces pressions viennent de la nature très particulière de la crise sanitaire, qui a désorganisé la production industrielle tout en stimulant la demande de nombreux produits (électronique notamment).

Cette baisse de l'offre et ce surcroît de demande ne devraient pas s'éterniser, et la concurrence reste forte. En janvier, les industriels interrogés par l'Insee ont d'ailleurs été moins nombreux qu'en décembre à indiquer une hausse à venir de leurs prix.

Ailleurs, les signaux sont moins inquiétants. Dans le bâtiment, les anticipations de hausses des prix sont à peine plus fortes qu'en 2008 ou 2000. Surtout, dans les services, les prévisions de relèvement de tarifs sont du même ordre qu'en 2000-2002 et moindres qu'à la fin des années 1980.

Or les services font la moitié de l'indice des prix à la consommation, et pèsent davantage dans le PIB. Ici, ce sont les salaires qui feront la différence. Ils vont ponctuellement augmenter dans les secteurs où les employés ont découvert lors des confinements combien leurs horaires étaient contraignants (restauration, transport routier), et ces revalorisations se répercuteront sur les prix de vente.

Mais il n'y a pas de signes d’une augmentation généralisée des salaires allant vers les 4 ou 5 %. C'est ici que se jouera l'enclenchement d'une vraie inflation. Nous n'y sommes pas encore. Pas pour l'instant.

**L’AGENDA DU 24 janvier 2022**

**9h15 en France**

Indices des directeurs d'achat pour les secteurs manufacturier et des services en janvier  
  
**9h30 en Allemagne**

Indices des directeurs d'achat pour les secteurs manufacturier et des services en janvier  
  
**10h00 en zone euro**

Indices des directeurs d'achat pour les secteurs manufacturier et des services en janvier  
  
**15h45 aux Etats-Unis**

**I**ndices des directeurs d'achat pour les secteurs manufacturier et des services en janvier